

**Politique départementale de l'habitat - Aides 2024 au logement social -
Subventions aux bailleurs sociaux (2e volet)**

**Intervention d'Hocine TMIMI
Groupe Val-de-Marne en commun – PCF et citoyen·nes**

Monsieur le Président, cher·es collègues,

Je vais être bref, la situation n'ayant malheureusement que peu évolué depuis le 1^{er} volet de ces aides, voté le 2 avril.

Factuellement, ce rapport porte sur des aides au développement d'une offre de **210 logements supplémentaires**, et à la **réhabilitation énergétique de 31 logements**. Le tout pour 1,271 million d'euros au total. Parmi ces logements, on compte 69 PLAI, 108 PLUS et 19 PLS. Sans surprise, nous voterons pour la réalisation de ces actions.

En revanche, nous tenons à alerter une nouvelle fois notre assemblée sur **la baisse constante du nombre de logements publics produits dans notre département et notre région**.

Le rapport le mentionne d'ailleurs d'entrée de jeu : selon la DRIHL le nombre de logements publics en est passé de 36 187 en 2016, à 21 273 en 2023. C'est éloquent. **En Val-de-Marne, la baisse semble certes contenue, mais est tout de même de 195 logements en moins de 2022 à 2023...** Et pendant ce temps, le nombre de demandeurs ne cesse de croître.

Ne vous interrogez-vous pas sur **les responsabilités de vos choix politiques dans cette situation** ? Cette crise du logement, et du logement public en particulier, n'est pas tombée du ciel !

Vous êtes en réalité pris dans un double discours. D'un côté, vous vous présentez régulièrement comme les victimes d'une situation qui rendrait difficile la construction de logements publics.

Mais de l'autre, vous mettez en place **des mesures qui ne font que restreindre davantage la production de logements publics** : en sanctionnant les communes qui tentent de répondre aux besoins croissants des Val-de-Marnais-es, et aussi en propageant de fausses idées dans le débat public comme le cache-sexe anti-logement public que constitue « la défense d'un urbanisme maîtrisé ».

Evidemment, toutes les réponses ne sont pas à chercher au plan départemental. L'État reste l'acteur clé pour relancer la machine. **Alors certes, vous ne voulez plus d'un Val-de-Marne, je cite « qui s'est complu dans la manifestation, la résistance, la mobilisation ».**

Mais le sort des demandeurs de logement ne mérite-t-il pas que vous vous mobilisiez, auprès de la nouvelle Ministre du Logement, pour faire entendre l'urgence de la situation ?

Je vous remercie